

eco



ÉDITION FRANCOPHONE

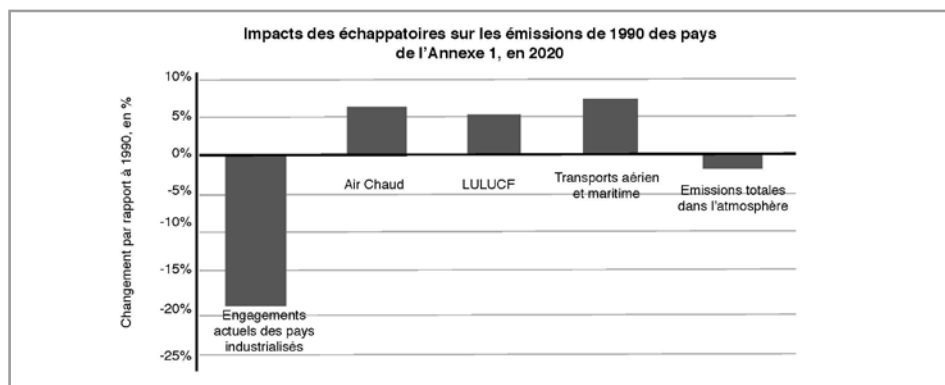
ECO est publié par les Organisations non gouvernementales depuis la Conférence de Stockholm sur l'environnement en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à COP15 - MOP 5, Copenhague, Décembre 2009

Réductions en faux-semblant

Comme ECO, vous n'aimez pas jouer à la roulette russe avec la planète. Vous souhaitez donc que les pays industrialisés s'engagent à réduire d'au moins 40 % leurs émissions de 2020 par rapport à 1990. Comme nous, vous devez être atterrés par l'engagement actuel, situé entre 13% et 19%. Mais si en plus on rajoute à ces niveaux les fameuses échappatoires (loopholes pour nos amis anglo-saxons), au final, vous avez de sérieuses raisons de douter de l'issue positive de la COP15. Peut-être que cela pourra tromper le public, mais on ne triche pas avec l'atmosphère. Malheureusement,

ECO s'est rendu compte que si l'on utilise l'ensemble des échappatoires existantes, au final, les émissions des pays industrialisés pourraient finir par augmenter entre 1990 et 2020. Revue de détail :

- > La possibilité de reporter d'une période d'engagement sur l'autre « l'air chaud » (les surplus d'UQA) peut contribuer à rejeter 6% en plus de gaz à effet de serre dans l'atmosphère
 - > Des règles farfelues pour le LULUCF contribueraient pour 5% de gaz à effet de serre en plus
- suite page 2



L'Europe : Beauté fanée ?

En 2007, le club de football de Liverpool, était en finale de la ligue des Champions. Cette année, il n'a même pas été qualifié. Jetez un coup d'oeil aux objectifs de réduction proposés par l'Union européenne et vous verrez qu'en ce moment, elle doit se sentir très proche du club de Liverpool. En 2007, quand l'Europe a signé pour un 20% de réduction de ses émissions, le monde était différent. Bush était encore à la Maison Blanche et ses alliés, l'Australie

et le Canada, bien confortablement cachés derrière son intransigeance. L'Europe, en comparaison, exerçait un rôle moteur. Ces jours paraissent bien loin....Aujourd'hui, le Japon et la Norvège affichent des objectifs plus ambitieux que l'Europe. Au cours des dernières semaines, certains pays en développement, comme le Brésil et l'Afrique du Sud, ont mis sur la table des négociations des propositions impressionnantes. Aujourd'hui, les chefs d'Etat - suite page 2

Rifi au PK

ECO n'a pas été surpris par le tonnerre d'applaudissements dans les allées hier, alors que Tuvalu a fait son retour dans la COP dans l'après-midi. Qu'est-ce qui a déclenché une réaction aussi bruyante ? Tuvalu, soutenu par AOSIS et d'autres pays vulnérables, a demandé qu'un groupe de contact discute sa proposition d'un nouveau protocole au sein de la Convention. Malgré les pressions de diverses Parties, ils ont maintenu leur demande. Oui, nous avons besoin d'actions audacieuses, et peut-être risquées, pour parvenir à un accord à la hauteur des enjeux. Merci Tuvalu !

Le Protocole de Kyoto ne doit pas pour autant être mis hors-jeu. Les Parties doivent soutenir le Protocole de Kyoto et sa continuité via une seconde période d'engagements. La proposition de Tuvalu pour la création d'un groupe de contact, (un processus transparent et ouvert), a fait l'effet d'un rayon de soleil sur une ville nuageuse et sombre. Rien à voir avec les errements d'avant-hier, avec des discussions derrière des portes closes, avec des textes « confidentiels ». Merci Tuvalu de nous montrer la voie à emprunter.


Il faut cependant être prudent, car certaines Parties adorent utiliser des processus de ce type pour défendre des intérêts illégitimes. Des Parties comme le Japon, l'Australie et les Etats-Unis ont déjà fait des tentatives pour remettre en question le Protocole de Kyoto, ce qu'ECO ne peut accepter. Sans compter le retard pris dans la définition des engagements pour la seconde période d'engagement. Il est temps de se concentrer là-dessus.

Comme d'habitude, ECO restera vigilant. Si certains utilisent cette proposition constructive de Tuvalu pour tenter une nouvelle fois de saper les négociations, ECO n'hésitera pas à le faire savoir !

Suite «Réductions en faux-semblant» -


> Les émissions du transport aérien et maritime ne constituent qu'une note de bas de page dans la comptabilisation des émissions des pays industrialisés. Pourtant ces émissions sont bien réelles. Sans accord pour ce secteur au niveau mondial, on peut s'attendre à une hausse de 6% des émissions des pays industrialisés d'ici 2020.

Au total, l'utilisation de ces échappatoires par les pays industrialisés ramènerait l'ambition des pays industrialisés à des niveaux très bas : entre -2% et +4% par rapport à 1990 (cf. schéma). Et vous n'êtes pas au bout de vos surprises ! Car il reste aussi la compensation des émissions via les mécanismes de flexibilité ! Soit environ 6 à 8% des émissions de 1990, qui pourraient être réalisées non pas sur le territoire des pays industrialisés, mais via des mécanismes comme le MDP. Et si la majorité de ces projets ne sont pas additionnels (Eco a vu que certaines études pensent que 40% à 79% des projets ne le seraient pas), alors les engagements de réduction des pays industrialisés ne veulent plus rien dire.

ECO est donc très inquiet pour l'atmosphère, vu l'écart qui se creuse entre l'ambition affichée et la réalité des discussions sur les échappatoires. L'UE a pourtant mis ce sujet sur la table hier. Eco est agréablement surpris par ce discours. Peut-il espérer que l'UE passe maintenant à -40% ? 

Suite « L'Europe : Beauté fanée » - européens se réunissent à Bruxelles et tous les yeux sont braqués sur eux car ils ont une formidable occasion de changer la donne, ici, à Copenhague. L'Europe a l'opportunité de relancer les discussions, d'inciter les autres pays à se montrer plus ambitieux et d'isoler les pays qui au contraire voudraient nous ramener en arrière. Elle peut y arriver en proposant, comme première offre, une réduction unilatérale de ses émissions de 30% au minimum, afin d'être sur les rails d'un objectif de -40%.

Le britannique Gordon Brown, le hollandais Jan-Peter Balkenende et le slovène Barut Pahor appellent déjà publiquement l'Union européenne à faire preuve de davantage de leadership et à revoir l'ambition de son objectif de réduction de ses émissions. Ceux qui tentent de freiner des quatre fers sont connus (Pologne, Italie...) ainsi que ceux qui se trouvent en milieu de terrain (la France...). Les économistes, comme ceux d'Ecofys ou de Point Carbon, ont indiqué que l'Union européenne peut s'orienter sur un objectif unilatéral de -30% à un coût faible ou nul pour son économie. La Commission européenne et l'Allemagne se croient à Doha et non à Copenhague.


ECO tient à leur faire passer le message suivant : les négociations sur les changements climatiques ne sont pas les négociations sur le commerce ! 

Affaires de gros sous

ECO avait eu vent d'une rumeur d'un possible mariage entre la Norvège et le Mexique sur la question des financements climat, mais ne s'attendait pas à être témoin de polygamie dans les couloirs des Nations Unies. Il semblerait pourtant que le Royaume Uni et l'Australie n'aient pas résisté eux aussi à l'appel de la sirène. ECO présente tous ses vœux à cette nouvelle union.

Il est content de constater que les soutes maritimes et aériennes ainsi que la proposition de la Norvège sont repris comme possibles sources de financements par ces pays. ECO s'est en effet arraché les cheveux pour que la question des financements innovants progresse. ECO tient cependant à rappeler que le niveau de financement nécessaire est un point essentiel des négociations. Cette reconnaissance des besoins orientera les négociations sur les mécanismes innovants et non l'inverse.

Par ailleurs, ECO s'inquiète des formules alambiquées sur l'additionalité. S'il y a de nouvelles sources de financements, l'argent ainsi levé ne devrait-t-il pas venir s'ajouter aux objectifs d'Aide Publique au Développement ? Dans le cas contraire, les promesses de financements s'apparenteraient à une coquille vide, susceptible d'entraîner des conséquences dramatiques pour les plus pauvres. Si nous cherchons des raisons d'être contents, « l'accès direct » aux financements figure dans la proposition. Mais cela permettra-t-il aux plus touchés par le changement climatique d'avoir leur mot à dire dans les décisions ? Ce point n'est pas clair, et pire, la proposition fait référence aux institutions financières internationales en arrière plan. Quelles en seraient les conséquences pour que le système fonctionne sous l'autorité de la COP ?

Enfin, nous restons perplexes. A force d'insister sur la nécessité d'utiliser les canaux existants pour les financements précoces, peut-on espérer que de l'argent nouveau va enfin être débloqué pour honorer une promesse vieille de déjà 8 ans, celle de financer les PANAs afin de répondre aux besoins urgents d'adaptation des pays les moins avancés ? 

Chèque en bois tropical ?


En arrivant à Copenhague, le texte sur REDD comportait l'objectif de diviser par deux la déforestation d'ici à 2020, et de stopper la perte du couvert forestier pour 2030. ECO s'était alors mis en ordre de bataille pour renforcer cet objectif. Mais visiblement, celui-ci est simplement en train de disparaître du texte.

Les délégués ont-ils perdu le nord ? La proximité du cercle polaire perturbe sans doute les négociateurs. Car sans un accord sur un objectif de réduction des émissions liées à la déforestation, en complément


d'engagements de réductions domestiques dans les pays industrialisés, Copenhague sera vidé de sa substance.

Sans objectif global pour REDD, la déforestation et ses conséquences dévastatrices pour le changement climatique risquent tout simplement de se prolonger, avec tous les impacts négatifs pour la biodiversité et les peuples forestiers. Au final, ne pas mettre d'objectif reviendrait à entamer une course sans savoir où se situe la ligne d'arrivée (et même si il y en a une !).

ECO s'interroge aussi sur la question du financement de REDD. Alors que certains pays comme le Brésil et l'Indonésie ont mis sur la table des propositions ambitieuses et chiffrées, il faut que les pays industrialisés s'engagent sur les financements.

Ce n'est que comme ça que l'on progressera vraiment sur le sujet. Alors que nous sommes habitués à détruire les forêts pour gagner de l'argent, il est temps d'inverser la tendance et de récolter de l'argent pour sauver les forêts ! 

10 décembre : Journée des Droits de l'Homme !

Il y a 61 ans aujourd'hui naissait la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. L'objectif de définir des conditions de vie minimales pour assurer une vie digne à tous, reste encore aujourd'hui, d'une brûlante actualité. 

REMERCIEMENTS

Le RAC-F remercie le ministère français de l'écologie (MEEDDM) et la Fondation du Prince Albert II de Monaco pour leur soutien financier (le contenu de ce bulletin n'engage en rien ces deux partenaires) ainsi que tous ceux qui ont participé à la rédaction de ce numéro et l'équipe de l'ECO anglais. ECO français est disponible sur :

www.rac-f.org